

## Formation spécialisée du 29 juin 2023

### Déclaration Liminaire

Madame la Présidente,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour la deuxième réunion de la Formation Spécialisée du Comité Social d'Administration Local.

**Solidaires Finances Publiques** s'est sincèrement posé la question de l'intérêt de présenter une déclaration liminaire.

Nous dénonçons, re-dénonçons, signalons et re-signalons depuis des années, tous les dysfonctionnements, les problèmes, rencontrés par les agentes et les agents, liées aux manques de moyens, de personnels, et leurs incidences sur leur santé et sécurité au travail.

Le problème de fond, demeure, lui, toujours le même : la dégradation des conditions de travail liée à une politique du toujours plus avec toujours moins.

Ainsi, devons-nous vous rappeler, de façon incessante, les problèmes informatiques trop fréquents rencontrés par tous les collègues dans tous les services !

Les usagers rencontrent les mêmes difficultés et le tout numérique n'est clairement pas la solution !

Que dire des conditions d'accueil du public pendant la campagne IR, et encore à ce jour alors que nous arrivons en juillet. Avec les nouvelles obligations déclaratives, liées à l'introduction de GMBI, il nous fait revenir, une fois encore, sur les interminables files d'attente devant les Centres et les innombrables « e-contact » : Les presses écrites, radiophoniques et télévisuelles se sont relayées cette semaine pour constater, tout comme nous, que GMBI aura été un désastre numérique, et enclenché une situation de chaos pour nos contribuables.

Tous les services sont impactés et malgré de nouvelles charges de travail, la suppression des emplois continue, tout comme le management vertical, obsolète et néfaste.

Il faut remettre de l'humain dans le circuit et remettre l'humain au centre de nos préoccupations. Nous l'avons maintes et maintes fois répété.

Ne nous étendons pas, une nouvelle fois, sur les absences de règlement intérieur de la FS et du médecin de prévention en Aveyron.

Pourtant, les conditions de travail continuent de se détériorer, malgré les formations que nous allons proposer, malgré les aménagements matériels qui seront apportés. Il faut continuer à former nos collègues, le plus possible dans le département et leur fournir des moyens matériels, mais c'est bien toute la politique générale en matière d'emplois et de conditions de travail qu'il faut revoir, en accord avec les représentants du personnel.

Il est temps de donner les moyens suffisants à notre administration, pour la remettre à un niveau élevé de satisfaction, à la fois pour les usagers et pour les agentes et agents qui la font vivre.

À partir de là, et seulement à partir de là, les conditions de sécurité et de santé au travail pourront évoluer favorablement.

Sur le plan local, nous serons vigilants, sur les conditions de travail de l'ensemble des agentes et des agents des sites sur lesquels des travaux importants vont être réalisés, notamment ceux qui vont débiter, cet hiver, au CFP de Rodez.

Il est hors de question de recevoir du public, de répondre au téléphone ou de travailler toute une journée, dans un bruit démentiel, anxiogène et dans des conditions de sécurité et de vie au travail dégradées.

Il est impératif et non négociable, pour **Solidaires**, que tous ces aspects soient anticipés et que des solutions acceptables pour tous les collègues soient trouvées.

Pour terminer, si nous nous félicitons de la mise à l'ordre du jour de cette réunion, non sans avoir insisté pour qu'il y soit, du compte-rendu des visites opérées par la Délégation du CSAL, auprès du SGC de St Affrique et du SDIF de Millau, nous avons été consternés, voire choqués après la visite de ces deux sites et sommes très inquiets pour la santé et la sécurité des agentes et des agents concernés.

Non, Mme la Présidente, tout ne va pas bien dans notre département et des mesures urgentes et immédiates doivent être prises, avant votre départ annoncé au 30 septembre.